

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
Service risques et installations classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 3 novembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2025 et 21/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FRANCE TELEVISIONS**

7 ESPLANADE HENRI DE FRANCE  
75015 Paris

Code AIOT : 0007404161

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées le 07/10/2025 et 21/10/2025 dans l'établissement FRANCE TELEVISIONS implanté 7 ESPLANADE HENRI DE FRANCE 75015 PARIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le fonctionnement dégradé des tours aéroréfrigérantes n°5-1, 5-2, 6-1 et 6-2 (autrement appelées 5 à 8) a conduit à la prolifération de légionelles dans les eaux du circuit (dépassement du seuil de risques sanitaires : 100 000 UFC/L), exposant alors les riverains à une contamination par les légionelles pouvant provoquer une maladie appelée « légionellose ».

Ces 4 tours sont à l'arrêt depuis le 16 septembre 2024, jour où un contrôle inopiné mandaté par la DRIEAT a relevé une concentration en légionella pneumophila supérieure à 100 000 UFC/l (580 000 UFC/l).

Un arrêté de mesures d'urgence (arrêté préfectoral n° DUPA-2024-1333 du 27 septembre 2024) a été notifié à l'exploitant afin d'empêcher toute remise en service de l'installation sans avoir présenté à l'inspection des installations classées les garanties nécessaires.

Un arrêté de mise en demeure (arrêté préfectoral n°DUPA-2024-1442 du 22 octobre 2024) a également été notifié à l'exploitant afin qu'il respecte les dispositions réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 14/12/13 et visant à assurer une remise en service prévenant le risque de prolifération de légionelles.

Les inspections des 07/10/2025 et 21/10/2025 ont été réalisées afin de faire un point d'avancement sur les actions menées par France Télévision pour satisfaire les prescriptions des arrêtés préfectoraux susmentionnés.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FRANCE TELEVISIONS
- 7 ESPLANADE HENRI DE FRANCE 75015 PARIS
- Code AIOT : 0007404161
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de FRANCE TELEVISION abrite 3 installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 8 tours aéroréfrigérantes (TAR), en terrasse au 8ème étage, de puissance thermique totale 8 100 kWth (2 circuits) ; les TARs 1 à 4 ont un fonctionnement saisonnier et les TARs 5-1, 5-2, 6-1 et 6-2 ont un fonctionnement annuel. Ces TARs sont classées sous la rubrique 2921-1-a de la nomenclature des ICPE, régime de l'enregistrement, et sont réglementées par l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 14/12/13. Cette ICPE bénéficie de l'antériorité ;
- 3 groupes électrogènes de secours (GES), au sous-sol au niveau -4, de puissance totale de 11MW alimentés par un dépôt aérien de FOD d'une capacité de 50m3 soit 40 tonnes (2 cuves SE de 25m3 en soute). Ces GES sont classées sous la rubrique 2910-A-2 de la nomenclature des ICPE, régime de la déclaration, et sont réglementés par l'AMPG du 03/08/18 ;
- 6 groupes froids (GF), 5 au sous-sol au niveau - 2 et 1 en terrasse, de marque TRANE d'une puissance électrique totale de 1960 kW contenant respectivement 1728kg de fluide réfrigérant (R 134a) et 42,6 kg de fluide réfrigérant (R 410a). Le site abrite donc un total de 1770,6 kg de fluide frigorigène. Ces GF sont classés sous la rubrique 1185-2-a de la nomenclature des ICPE, régime de la déclaration, et sont réglementés par l'AMPG du 04/08/14. Cette ICPE bénéficie de l'antériorité.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mise à jour du plan d'entretien et du plan de surveillance	AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 3	Proposition d'un délai supplémentaire pour répondre à la mise en demeure  Demande d'actions correctives	15 jours
7	Plan du circuit hydraulique des tours n° 5-1, 5-2, 6-1 et 6-2	Arrêté ministériel du 14/12/13 , Article 26.IV.2	Demande de justificatifs	1 mois
8	Révision de la d'une analyse méthodique des risques pour les tours n°1 à 4	Arrêté ministériel du 14/12/13, Article 26.I.1.a	Mise en demeure	3 mois
9	Produit de décomposition des biocides	Arrêté ministériel du 14/12/13, Article 26.I.2.a	Demande d'actions correctives	1 mois
10	Rétentions	Arrêté ministériel du 14/12/13, Article 56	Demande d'actions correctives	1 mois
11	Déclaration GIDAF	Arrêté ministériel du 14/12/13, Article 26.I.3.e	Mise en demeure	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Élaboration d'un plan d'action à la suite de la révision de l'analyse méthodique des risques	Arrêté ministériel du 14/12/13, Article 26.I.1.a	Sans objet
3	Entretien préventif	AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 2	Levée de mise demeure
4	Rapport de vérification de la bonne réalisation des mesures de gestion des risques	AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 3	Levée de mise demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Prélèvement et analyse de la concentration en légionelle	AP de Mesures Conservatoires du 26/09/2024, article 3  AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 3	Levée de mise demeure
6	Efficacité de la stratégie de traitement	AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 4	Levée de mise demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Seule une prescription de l'arrêté de mise en demeure n° DUPA-2024-1442 du 22/10/2024 n'est pas entièrement satisfaite à la date des contrôles. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter son plan d'entretien avec, notamment, une procédure de gestion en cas de panne de l'automate, dans un délai maximal de 15 jours.

Il a été également constaté que l'exploitant n'avait pas déclaré les résultats des analyses en légionelles de ses deux circuits de refroidissement depuis mai 2025 et qu'il n'a pas fait réviser l'analyse méthodique des risques des tours n° 1 à 4 en 2025. La prise d'un nouvel arrêté préfectoral de mise en demeure est donc proposée à Monsieur le Préfet de police de Paris concernant ces deux non-conformités.

L'exploitant doit également revoir la liste des produits de décomposition de son biocide non oxydant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Élaboration d'un plan d'action à la suite de la révision de l'analyse méthodique des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 14/12/13, Article 26.I.1.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'action
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées
<b>Constats formulés lors de la visite du 07/10/25 :</b>  A la suite de la révision de l'analyse méthodique des risques du 25/06/25, l'exploitant a établi un plan d'action sous format d'un tableur Excel, reprenant l'ensemble des préconisations de l'analyse méthodique des risques.  Chaque préconisation est attribuée soit au personnel de l'exploitant, soit au traiteur d'eau, soit à la société de maintenance. Des délais de réalisation ont également été fixés.  Ainsi, il a notamment été constaté, lors de la visite du 07/10/25, que les actions suivantes ont été réalisées pour répondre aux préconisations associées aux facteurs de risques majeurs : <ul style="list-style-type: none"><li>• la mise en place d'une procédure de gestion des bras morts temporaires ;</li><li>• l'amélioration de l'affichage relatif au risque légionelle au niveau des accès de la terrasse technique ;</li><li>• la limitation de l'accès aux terrasses techniques aux personnels strictement autorisés à intervenir sur les tours aéroréfrigérantes ;</li><li>• la présence des attestations d'efficacité des dévésiculeurs ;</li><li>• l'installation d'un conductimètre ;</li><li>• la dépose de l'aimant et du filtre à sable qui ne font plus partie du dispositif du traitement de l'eau ;</li><li>• la mise à jour du plan de formation ;</li><li>• l'actualisation de la procédure en cas de dépassement 100 000 UFC/L ;</li><li>• l'identification physique du point de prélèvement ;</li><li>• la mise à jour du plan de surveillance ;</li><li>• la mise à jour du plan d'entretien ;</li><li>• la démonstration de l'efficacité de la stratégie de traitement ;</li><li>• la mise en place de la stratégie d'arrêt immédiat des tours ;</li></ul> Aucune non-conformité n'a été relevée concernant ce point de contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Mise à jour du plan d'entretien et du plan de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de surveillance et d'entretien
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu conformément à l'article 26 alinéa II-1 : [...] sous un délai d'un mois, mettre à jour les plans d'entretien et de surveillance en prenant en compte les recommandations de l'analyse méthodique des risques demandée à l'article 1er du présent arrêté [...]
<b>Constats formulés lors de la visite du 07/10/25 :</b>  EAU MEGA SOLUTION a présenté le programme de maintenance type (partie du plan d'entretien) et le plan de surveillance qu'il a mis à jour à la suite de la révision de l'analyse méthodique des risques du 25/06/25. Ces deux documents sont contenus dans un document intitulé « manuel d'exploitation ».  <b>Plan de surveillance</b>  Le plan de surveillance a été mis à jour à la suite de la mise en place des conductivimètres et des mesures d'ATPmétrie.  <b>Plan d'entretien</b>  Le plan d'entretien doit être formalisé en regroupant le programme de maintenance type, les procédures utiles comme la procédure de gestion des bras morts (dans laquelle le plan du circuit hydraulique doit être actualisé puisque datant de 2017), la procédure d'utilisation de jets à haute pression, les procédures de gestion en cas de dérive de la concentration en légionella pneumophila, la procédure de gestion en cas de flore interférente, la procédure montrant les actions à suivre en cas de panne du SWAN (automate) ou d'alertes remontées par ce dernier.  Cette dernière procédure n'avait pas encore été établie lors des visites des 07/10/2025 et 21/10/2025.  <b>L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de police de maintenir ce point de la mise en demeure et d'accorder un délai supplémentaire de 15 jours à l'exploitant. Passé ce délai, l'inspection des installations classées pourra proposer à Monsieur le Préfet de police une astreinte journalière.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Proposition d'un délai supplémentaire pour répondre à la mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 3 : Entretien préventif

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Justification de la stratégie de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté l'exploitant doit conformément à l'article 26 alinéa I,2 de l'arrêté du 14/12/2013 : - expliquer les raisons du changement de stratégie de traitement ; - Justifier que cette dernière est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante sur l'environnement.
<b>Constats formulés lors de la visite du 07/10/25 :</b>  L'exploitant a changé de stratégie de traitement. Sont maintenant utilisés les produits suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Eau Mega Sol-T-SCF (Un antitartre, anticorrosion et biodispersant) ;</li><li>• EAU MEGA SOL T-BOX (biocide oxydant) : injection régulée pour obtenir une teneur en chlore libre voisine de 0,7 à 1,0 ppm ;</li><li>• EMS-CS-3001 (Biocide Non oxydant) : injection d'une concentration de 200 ppm tous les vendredi.</li></ul> L'utilisation du biocide non oxydant est justifiée par le traiteur d'eau pour son action sur d'autres micro-organismes et pour le redémarrage de l'installation suite à une contamination de grande ampleur.  L'inspection des installations classées rappelle que l'injection de biocide oxydant pour maintenir par exemple une concentration en chlore libre permanente comprise entre 0,4 et 0,8 mg/L est une pratique habituelle. En revanche, l'utilisation d'un biocide non oxydant de manière systématique n'est pas une bonne pratique car elle peut entraîner une accoutumance de certains organismes pouvant contenir des légionelles et si le BNO est trop dosé, cela peut être très impactant pour la station de traitement (STEP) en aval, voire le milieu naturel.  Suite à un accident comme celui de septembre 2024, l'inspection des installations classées peut comprendre cette injection hebdomadaire de biocide non oxydant <u>de manière temporaire</u> (pendant 6 mois par exemple après la remise eau de l'installation). <b>Une surveillance de la masse bactérienne</b> dans le circuit hydraulique pourrait permettre d'optimiser la fréquence d'injection de biocide non oxydant.  Par courrier préfectoral daté du 19/09/25, il a été demandé à l'exploitant de mettre en place cette surveillance de la masse bactérienne dans le circuit hydraulique des tours 5-1, 5-2, 6-1 et 6- 2 sous un délai de 3 mois.  Le plan de surveillance transmis lors de l'inspection du 07/10/2025 montre que les équipes de France Télévisions, appelée « la brigade », réalisent des mesures d'ATPmétrie toutes les semaines. Une valeur d'alerte a été fixée à 5,8 log. Cette valeur est cohérente avec les normes de surveillance de la masse bactérienne contenue dans l'eau de ville.  <b>Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de lever ce point de la mise en demeure et de demander à l'exploitant de transmettre, lors de l'envoi de son bilan 2025, les valeurs des mesures d'ATPmétrie réalisées en 2025.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 4 : Rapport de vérification de la bonne réalisation des mesures de gestion des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques Mesures de gestion des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu conformément à l'article 26 alinéa II-1 [....] Sous un délai de six mois ; de réaliser une vérification de l'installation telle que définie à l'article 26.IV.1 de l'arrêté ministériel susvisée, par un organisme indépendant et compétent afin de faire attester que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionnelles prescrites par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 sont bien effectives et de transmettre le rapport afférent.
<b>Constats formulés lors de la visite du 07/10/25 :</b>  L'exploitant a transmis, lors de la visite d'inspection du 07/10/2025, le rapport de vérification établi par la société CAPSIS le 15/09/2025.  Le rapport fait état des 11 non-conformités suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• NC 1 : absence de document attestant que le taux d'entraînement des dévésiculeurs est inférieur à 0,01 % du débit d'eau circulation</li><li>• NC2 : absence de plan de formation complet et à jour</li><li>• NC3 : absence de plan d'action établi à la suite de l'analyse méthodique des risques du 25/06/25 ;</li><li>• NC4 : absence de plan d'entretien</li><li>• NC5 : absence de document prouvant que le conductivimètre est étalonné</li><li>• NC6 : absence du rapport d'incident de septembre 2024 et de suivi des dérives postérieures à cet incident</li><li>• NC7 : absence de suivi de la consommation en eau et des stocks de produit de traitement de l'eau depuis janvier 2024</li><li>• NC8 : absence de plan du circuit hydraulique à jour</li><li>• NC9 : absence de certains rapports d'analyse de la concentration en légionelle dans les eaux du circuit des tours 5-1, 5-2 , 6-1 et 6-2</li><li>• NC10 : absence du respect du délai de 48 heures entre le prélèvement d'échantillon et l'injection de biocide pour une analyse datée du 09/09/2024</li><li>• NC11 : absence de rapport d'analyse sur l'eau d'appoint de 2023</li></ul> L'exploitant a établi un plan d'action sous la forme d'un tableur excel. Au 07/10/2025, selon le plan d'action présenté il ne restait à l'exploitant qu'à lever la non-conformité relative à l'étalonnage du conductivimètre (NC5).  L'inspection des installations classées a vérifié le suivi des non-conformités suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• NC1 : l'exploitant a reçu le 25/09/25 les attestations attendues datées du 13/06/2025 ;</li><li>• NC2 : le plan de formation est à jour. L'exploitant possède l'ensemble des attestations des personnes pouvant intervenir sur son installation ;</li><li>• NC3 : l'exploitant a établi un plan d'action à la suite de l'AMR (voir point de contrôle n° 1 )</li><li>• NC4 : l'exploitant possède un plan d'entretien qu'il devra compléter (voir point de contrôle n° 2 ) ;</li></ul>

- NC6 : L'exploitant a transmis, le 18/08/2025 à la Préfecture de police de Paris son rapport d'incident. Aucune dérive n'a été constatée depuis l'incident de septembre 2024 ;
- NC8 : le plan de la partie du circuit hydraulique située en terrasse est daté du 12/09/2025. Le point de prélèvement pour les analyses de la concentration en légionelle ne figure pas sur ce plan et certains points de purge des bras morts ne sont pas au bon endroit (voir point de contrôle n° 7) .
- NC9 : l'inspection des installations classées a vérifié les rapports des analyses effectuées du 03/07/25 au 22/09/25 (voir points de contrôle n°s 5 et 6) ;
- NC10 : le délai de 48h entre le prélèvement et l'injection de biocide a été respecté pour les analyses réalisées entre le 03/07/25 et le 22/09/25.(voir points de contrôle n°s 5 et 6) ;

**Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de lever ce point de la mise en demeure.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N°5 : Prélèvement et analyse de la concentration en légionelle**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Conservatoires du 26/09/2024, article 3 et AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect de la fréquence de prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>Article 3 de l'arrêté préfectoral de Mesures Conservatoires du 26/09/2024</u></b> [...] Pendant au moins deux mois après la remise en service, les analyses de légionelles sont réalisées à une fréquence hebdomadaire.  <b><u>Article 3 de l'arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 22/10/2024</u></b>  L'exploitant est tenu conformément à l'article 26 alinéa II-1 : <ul style="list-style-type: none"><li>• dès la remise en eau de l'installation, de réaliser des prélèvements et des analyses en légionella pneumophila selon la norme NFT 90-431 (version 2021) tous les quinze jours pendant une durée de trois mois</li><li>• [...]</li></ul>
<b>Constats <u>formulés lors de la visite du 07/10/25</u> :</b>  L'exploitant a réalisé des prélèvements les : <ul style="list-style-type: none"><li>• 3 juillet 2025</li><li>• 8 juillet 2025</li><li>• 16 juillet 2025</li><li>• 22 juillet 2025</li><li>• 28 juillet 2025</li><li>• 06 août 2025</li><li>• 11 août 2025</li><li>• 20 août 2025</li><li>• 25 août 2025</li><li>• 11 septembre 2025</li><li>• 22 septembre 2025</li></ul> La fréquence hebdomadaire a été respectée entre le 3 juillet et le 25 août et la fréquence quinzomadaire du 3 juillet au 22 septembre.  Les prescriptions contrôlées ont donc été respectées.  <b>Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de lever ce point de la mise en demeure.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N°6 : Efficacité de la stratégie de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stratégie de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dès la remise en eau de l'installation, l'exploitant doit démontrer l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionella pneumophila, conformément à l'article 26 alinéa I.2.B de l'arrêté du 14 décembre 2013.
<b>Constats <u>formulés lors de la visite du 07/10/25</u> :</b>  L'alinéa I.2.b de l'article 26 de l'arrêté du 14/12/13, précise que pour prouver l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila, l'exploitant doit réaliser des analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.  Les analyses issues des prélèvements hebdomadaires réalisés entre le 03/07/25 et le 25/08/25, ont toutes montrées une concentration en légionella pneumophilla inférieure à 1 000 UFC/L.  L'exploitant a ainsi démontré l'efficacité de sa stratégie de traitement.  <b>Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de lever ce point de la mise en demeure.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Plan du circuit hydraulique des tours n° 5-1, 5-2, 6-1 et 6-2**

<b>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 14/12/13 , Article 26.IV.2</b>
<b>Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux</b>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Sont annexés au carnet de suivi :  - le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;  [...]
<b>Constats <u>formulés lors de la visite du 07/10/25</u> :</b>  Lors de l'inspection du 11/07/2025, l'inspection des installations classées avait demandé la mise à jour du plan synoptique du circuit hydraulique des tours n° 5-1, 5-2, 6-1 et 6-2 puisque l'exploitant a notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• supprimé le filtre à sable, l'installation de traitement magnétique, les bras morts fonctionnels sur la partie du circuit hydraulique en sous-sol ;</li><li>• modifié l'installation de traitement de l'eau ;</li><li>• mis en place de robinet de purge pour gérer les quatre bras morts sur la partie du circuit d'eau située sur la terrasse du 7ème étage.</li></ul> Au cours de l'inspection du 07/10/2025, l'exploitant a transmis le plan synoptique de la partie du circuit hydraulique des tours n° 5-1, 5-2, 6-1 et 6-2, située en terrasse. Ce plan est daté du 12/09/2025.  Le plan de la partie de l'installation située en sous-sol n'a pas été transmis.  Sur le plan transmis ne figure pas l'emplacement du point de prélèvement utilisé pour les analyses de la concentration en légionelle sur le circuit de refroidissement. Le seul point de prélèvement présent sur ce plan est positionné sur l'alimentation en eau froide de l'installation. Certains points de purges des bras morts (n° 30 à 33), qui selon l'inspection des installations classées sont situés sur le circuit de refroidissement (2 sur l'aller et 2 sur le retour) ne semblent pas être localisés au bon endroit puisque sur le plan ils sont placés sur le circuit de purge des tours.  L'inspection des installations classées a également un doute sur la numérotation des tours.  <b>Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de Paris de demander à l'exploitant de :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• transmettre le plan de la partie du circuit hydraulique située en sous sol ;</li><li>• préciser l'emplacement du point de prélèvement utilisé pour les analyses de la concentration en légionelles dans le circuit de refroidissement ;</li><li>• confirmer la numération des tours présentée sur le plan de la partie du circuit située en terrasse en sa version du 12/09/2025 ;</li><li>• confirmer l'emplacement des points de purges des bras morts (n°30 à 33).</li></ul>
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>
<b>Proposition de suites : Demande de justificatifs</b>
<b>Proposition de délai : 1 mois</b>

**N° 8 : Révision de la d'une analyse méthodique des risques pour les tours n°1 à 4**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 14/12/13, Artillez 26 alinéas I.1.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.
<b>Constats formulés lors de la visite du 07/10/25 :</b>  L'exploitant n'a pas fait réviser son analyse méthodique des risques des tours n° 1 à 4 en 2025.  <b>Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de réaliser cette analyse méthodique des risques des tours n° 1 à 4 sous un délai de 3 mois. L'exploitant transmettra le rapport afférent dès réception.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délai :</b> 3 mois

**N° 9 : Produits de décomposition des biocides utilisées pour les tours 5-1, 5-2, 6-1 et 6-2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 14/12/13, Artillez 26 alinéas I.2.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produit de décomposition
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.
<b>Constats formulés lors de la visite du 07/10/25 :</b>  Le traiteur d'eau EAU MEGA SOLUTIONS a établi une liste des produits de décomposition du biocide non-oxydant EMS-CS-3001. Cette liste n'est pas exhaustive puisque qu'elle ne précise pas quels types d'acides sulfoniques et de disulfures peuvent se former.  Il est indiqué une valeur maximale de rejets uniquement pour l'acide acétique et l'acide formique.  Il est constaté que les produits de décomposition indiqués dans la version 4 du document « Manuel d'exploitation » ne sont pas cohérents avec le pH basique des eaux du circuit de refroidissement. Un acide peut difficilement se former en milieu basique.  <b>Il est proposé de demander à l'exploitant de transmettre une liste exhaustive des produits de décomposition compatible avec le pH de la solution et de mettre à jour son plan de surveillance en fixant des valeurs cibles, d'alerte et d'action cohérentes avec leurs seuils de toxicité.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délai :</b> 1 mois

N° 10 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 14/12/13, Article 56
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.  La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la quantité mensuelle générée ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.
<b>Constats formulés lors de la visite du 21/10/25 :</b>  Il a été constaté lors de la visite du 21/10/2025 que certains bidons vides ayant contenu des produits dangereux n'étaient pas placés sur rétention mais à côté des rétentions disponibles.  Il a également été remarqué que le nombre de bidons vides ayant contenu des produits dangereux était supérieur au nombre de bidon nécessaire pour un mois d'exploitation.  <b>Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de demander à l'exploitant de placer l'ensemble des bidons vides ayant contenu des produits dangereux sur rétention et de faire reprendre le stock de bidons vides ayant contenu des produits dangereux.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délai :</b> 1 mois



**N° 11 : Déclaration GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 14/12/13, Article 26.I.3.e
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
<b>Constats formulés lors des visites des 07/10/25 et 21/10/25 :</b>  Lors des inspections du 07/10/25 et 21/10/25, il a été constaté que les résultats des analyses en légionelles n'ont pas été déclarés depuis avril 2025 dans l'application GIDAF car l'exploitant avait perdu ses codes accès.  Des nouveaux accès ont été donnés par l'inspection des installations classées le 07/10/2025.  Le 27/10/2025, les résultats de mai 2025 ont été renseignés dans l'application GIDAF.  L'inspection des installations classées rappelle qu'il est nécessaire de joindre à la déclaration des résultats les rapports d'analyse.  <b>Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de mettre en demeure l'exploitant de déclarer, sous 15 jours, les résultats des analyses en légionelles des deux circuits de refroidissement TARs n°1 4 et TARs 5-1, 5-2 manquants (depuis juin 2025) en joignant les rapports d'analyses.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure
<b>Proposition de délai :</b> 15 jours